

ÉLECTIONS
EUROPÉENNES 2024

LA QUESTION DE L'UNION EUROPÉENNE

ON DÉCRYPTE LES
PROGRAMMES !

pistes  solidaires



EUROPE DIRECT
Pau Pays de l'Adour

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LA QUESTION DE L'UE

La France insoumise : Chasser les lobbies de Bruxelles, donner le droit d'initiative au Parlement européen, introduire des listes transnationales pour les élections européennes de 2029.



place
publique

PS - Place publique : Accorder un pouvoir législatif au Parlement européen et passer à une présidence élue de la Commission européenne.

Les Écologistes :

Donner plus de poids aux voix des citoyen.ne.s en organisant une Assemblée constituante européenne, suivie d'un référendum paneuropéen.



Renaissance - MODEM - Horizon - UDI - Parti radical :

Interdire les financements extra-européens des partis politiques et introduire les listes transnationales pour les élections européennes.



HORIZONS



ÉLECTIONS EUROPÉENNES LA QUESTION DE L'UE

Les Républicains - Les Centristes : Inscrire dans le droit européen un principe de non-régression économique et un principe d'innovation. Revoir et ré-évaluer les politiques publiques européennes.



Rassemblement National : Transformer la Commission européenne en un Secrétariat général du Conseil sans pouvoir législatif. Introduire un principe de subsidiarité et de proportionnalité.

Reconquête : Refuser tout impôt européen, diminuer de 20% la contribution annuelle de la France au budget européen et supprimer la moitié des agences des programmes européens injustifiés pour faire des économies.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES LA QUESTION DE L'UE

Nous avons choisi de présenter les
7 listes potentiellement créditées de 5%
des suffrages selon la fondation IFRAP.

Retrouvez les programmes des 38 listes
européennes sur :

programme-candidats.interieur.gouv.fr/

pistes  solidaires



EUROPE DIRECT
Pau Pays de l'Adour

Cette communication a été réalisée dans le cadre d'une action co-financée par l'Union européenne. Cependant, les positions et opinions exprimées n'appartiennent qu'aux auteurs et ne reflètent pas celles de l'UE ou des institutions européennes. Ni l'UE ni les institutions européennes ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues.